



PREFET DU PAS-DE-CALAIS

PREFECTURE
DIRECTION DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES
BUREAU DES PROCEDURES D'UTILITE PUBLIQUE
ET DE L'ENVIRONNEMENT
SECTION INSTALLATIONS CLASSEES
DAGE/BPUP/IC-GM-n°2015-19

**INSTALLATIONS CLASSEES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

Communes de BULLECOURT, ECOUST SAINT MEIN et CROISILLES

**EXPLOITATION D'UN PARC EOLIEN
PAR LA SOCIETE LES VENTS DE L'ARTOIS**

ARRETE D'AUTORISATION

LE PREFET DU PAS-DE-CALAIS
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU le Code de l'Environnement ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du 26 janvier 2012 portant nomination de M. Denis ROBIN, en qualité de préfet du Pas-de-Calais (hors classe) ;

VU l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées ;

VU l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif à la remise en état et à la constitution des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent ;

VU l'arrêté ministériel du 6 novembre 2014 modifiant l'arrêté du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement et l'arrêté du 26 août 2011 relatif à la remise en état et à la constitution des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent ;

VU la demande présentée le 6 novembre 2012, complétée le 18 octobre 2013 par la Société LES VENTS DE L'ARTOIS SAS, dont le siège social est situé à Le Polychrome, 521, Boulevard Hoover à LILLE, en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter une installation de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant plusieurs aérogénérateurs d'une puissance maximale de 21 MW ;

VU les plans produits à l'appui de la demande ;

VU l'ordonnance en date du 3 avril 2014 de M. le Président du Tribunal Administratif de LILLE désignant M Michel LION en qualité de commissaire enquêteur et M. Alain DAGET, en qualité de commissaire enquêteur suppléant ;

VU l'arrêté préfectoral du 23 avril 2014 portant ouverture d'une enquête publique du 19 mai 2014 au 21 juin 2014 inclus sur le territoire des communes de BULLECOURT, CROISILLES, ECOUST SAINT MEIN, VIS EN ARTOIS, REMY, ETERPIGNY, HAUCOURT, DURY, HENDECOURT LES CAGNICOURT, VILLERS LES CAGNICOURT, CAGNICOURT, RIENCOURT LES CAGNICOURT, BUISSY, QUEANT, PRONVILLE, LAGNICOURT MARCEL, MORCHIES, VAULX VRAUCOURT, BEUGNATRE, SAPIGNIES, FAVREUIL, BEHAGNIES, MORY, ERVILLERS, HAMELINCOURT, SAINT LEGER, BOYELLES, BOIRY BECQUERELLE, HENIN SUR COJEUL, SAINT MARTIN SUR COJEUL, HENINEL, GUEMAPPE, CHERISY, FONTAINE LES CROISILLES, WANCOURT, MONCHY LE PREUX et NOREUIL ;

VU l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans les communes concernées, de l'avis au public ;

VU la publication de cet avis dans deux journaux locaux ;

VU le registre, rapport et conclusions motivées du commissaire enquêteur ;

VU la saisine des communes concernées par le rayon d'affichage en date du 24 avril 2014 ;

VU la délibération du conseil municipal de LAGNICOURT MARCEL en date du 13 mai 2014 ;

VU la délibération du conseil municipal de BEUGNATRE en date du 24 juin 2014 ;

VU la délibération du conseil municipal d'ETERPIGNY en date du 19 juin 2014 ;

VU la délibération du conseil municipal de MORCHIES en date du 19 juin 2014 ;

VU la saisine des services déconcentrés de l'Etat précisés dans l'article R 512-21 du Code de l'Environnement en date du 22 mai 2014 ;

VU l'avis de la Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours en date du 10 juin 2014 ;

VU l'avis de la Direction départementale des Territoires et de la Mer en date du 11 août 2014 ;

VU l'avis du Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine en date du 1^{er} juillet 2014 ;

VU l'avis du Ministère de la Défense du 3 novembre 2014 ;

VU l'avis de l'autorité environnementale en date du 13 janvier 2014 ;

VU le rapport du Directeur régional de l'environnement, de l'Aménagement et du Logement, Inspecteur de l'Environnement en date du 8 septembre 2014 ;

VU l'envoi des propositions de l'Inspecteur de l'Environnement le 25 septembre 2014 ;

VU l'avis de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites en date du 09 octobre 2014 à la séance duquel le pétitionnaire était présent ;

VU l'envoi du projet d'arrêté au pétitionnaire en date du 5 décembre 2014 ;

VU les observations du pétitionnaire en date du 15 décembre 2014 ;

VU le courriel de l'Inspection de l'Environnement en date du 26 janvier 2015 ;

CONSIDÉRANT que l'installation faisant l'objet de la demande est soumise à autorisation préfectorale au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article L.512-1 du Code de l'Environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que les prescriptions des arrêtés ministériels susvisés nécessitent d'être complétées, au regard des spécificités du contexte local, de dispositions visant à protéger les enjeux environnementaux locaux ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais :

ARRETE :

Article 1 Exploitant titulaire de l'autorisation

La Société LES VENTS DE L'ARTOIS SAS dont le siège social est situé à Le Polychrome, 521, Boulevard Hoover à LILLE est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions définies par le présent arrêté, à exploiter sur le territoire des communes de BULLECOURT, CROISILLES et ECOUST ST MEIN, les installations détaillées dans les articles 2 et 3.

Article 2 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique	Désignation des installations	Caractéristiques	Régime
2980-1	Installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant un ou plusieurs aérogénérateurs 1. Comprenant au moins un aérogénérateur dont le mât a une hauteur supérieure ou égale à 50 m	Hauteur du mât le plus haut : 99,5 m Puissance totale installée en MW :21 Nombre d'aérogénérateurs : 7	A

A : installation soumise à autorisation

Article 3 : Situation de l'établissement

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Eolienne	Commune	Référence cadastrale	Altitude (m)	Coordonnées WGS84	
E01	Bullecourt	ZC-25	74	50°12'19,0"	2°55'37,1"
E02	Bullecourt	ZC-32 et 33	80	50°12'07,5"	2°55'21,7"
E03	Bullecourt	ZC-11 et 12	80	50°11'56,4"	2°55'01,5"
E04	Bullecourt	ZB-16	85	50°11'42,6"	2°54'41,4"
E05	Ecoust-st-Mein	ZK-4	91	50°11'31,2"	2°54'20,9"
E06	Croisilles	YB-24	93	50°11'15,8"	2°53'50,0"
E07	Croisilles	ZY-15	103	50°10'59,9"	2°53'13,3"
2 Postes de livraison	Situés sur l'air de grutage de l'éolienne E01				

Article 4 Conformité au dossier de demande d'autorisation et aux réglementations en vigueur

Sauf disposition contraire mentionnée dans le présent arrêté, les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.

Elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations en vigueur et notamment l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées modifié par l'arrêté ministériel du 6 novembre 2014.

Article 5 Montant des garanties financières

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées à l'article 2.

Le montant 2014 des garanties financières à constituer en application de l'article R 553-1 à R 553-4 du Code de l'Environnement par la Société LES VENTS DE L'ARTOIS s'élève donc à :

$$M_{(2014)} = 7 \times 50\,000 \times ((\text{Index}_{2014} / \text{Index}_{2011}) \times (1 + \text{TVA}_{2014}) / (1 + \text{TVA}_{2011}))$$
$$M_{(2014)} = 7 \times 50\,000 \times (700,4 / 667,7 \times 1 + 0,196 / 1 + 0,20) = 3\,659\,17,13 \text{ Euros}$$

Ce montant a été calculé en tenant compte des indices TP01 et des taux de TVA suivants :

$\text{Index}_{2011} = 667,7$ est l'indice TP01 en vigueur au 1^{er} janvier 2011,

$\text{Index}_{2014} = 700,4$ est l'indice TP01 en vigueur au 1^{er} juin 2014,

$\text{TVA}_{2011} = 19,6\%$ est le taux de la taxe sur la valeur ajoutée au 1^{er} janvier 2011,

$\text{TVA}_{2014} = 20\%$ est le taux de la taxe sur la valeur ajoutée au 1^{er} janvier 2014.

Conformément aux dispositions des articles R 516-2 et R 553-1 du Code de l'Environnement, les garanties financières doivent être constituées avant la mise en service industrielle des installations. Les éléments justifiant la constitution de ces garanties financières doivent être transmis au Préfet du Pas-de-Calais, dès la mise en service des installations.

L'exploitant réactualise tous les cinq ans le montant de la garantie financière, par application de la formule mentionnée en annexe II de l'arrêté du 26 août 2011 modifié relatif à la remise en état et à la constitution des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent.

Article 6 : Mesures spécifiques liées à la préservation des enjeux environnementaux locaux (biodiversité et paysage)

Article 6.1 Protection des chiroptères / avifaune

Compte tenu des enjeux liés au peuplement de Chiroptères, l'exploitant réalise un suivi éco-éthologique du peuplement du site dès l'ouverture du chantier et le poursuit après la mise en fonctionnement du parc éolien.

À l'occasion de chaque rapport d'étape du suivi éco-éthologique ainsi qu'à l'issue de cette évaluation des impacts réels du parc, l'exploitant déterminera si des mesures sont nécessaires pour maintenir et favoriser le peuplement de Chiroptères. Dans ce cadre, l'exploitant pourra proposer de restaurer et de développer la trame éco-paysagère des haies et talus boisés de manière à renforcer leur rôle de corridor biologique. Des plantations de haies basses (essences indigènes d'origine locale) et des aménagements légers pourront prendre place au sein du réseau écologique local de manière à guider les animaux en transit dans les zones sans danger de collision.

Ces éventuels aménagements seront établis en concertation avec la profession agricole et les associations locales de chasse.

Ce suivi est également défini à l'article 12 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées.

Article 6.2 Protection du paysage

L'ensemble du réseau électrique lié au parc est enterré. Les deux postes de livraison sont implantés au pied de l'éolienne E1. L'exploitant prend les dispositions appropriées afin d'intégrer au mieux le poste de livraison dans le paysage.

Pour les opérations de gestion des abords des éoliennes et des zones d'évolution des engins, l'utilisation des produits phytosanitaires est à éviter. Des opérations de fauche mécanique doivent être préférées à l'usage des pesticides.

Article 7 Mesures spécifiques liées à la phase travaux

Article 7.1 Prévention des pollutions des eaux et des sols

Aucun déversement d'huiles ou d'hydrocarbures n'est autorisé sur le site.

Aucun stockage d'hydrocarbure n'est autorisé sur le site à même le sol. Le stockage doit être réalisé dans des containers prévus à cet effet et mis sur rétention.

Aucun véhicule n'est lavé sur site.

Le site est équipé de sanitaires de chantier. Les eaux usées doivent être envoyées dans les filières agréées de traitement.

Des kits anti pollution sont disponibles sur les zones de chantier afin de traiter rapidement une fuite éventuelle.

Article 7.2 Gestion des déchets

Des bennes seront mises en place pour trier et récupérer l'ensemble des déchets. Les déchets sont collectés et traités dans des filières autorisées.

Les terres excavées sont triées selon leur nature et réutilisées sur place sauf si découverte de pollution.

Article 7.3 Nuisances acoustiques

Les travaux se déroulent en dehors de la période 22h-5h..

Les installations mises en place pour la durée du chantier sont construites, équipées et exploitées de façon à ce que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance de celui-ci.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés sur le chantier doivent être conformes à la réglementation en vigueur.

Article 7.4 Prévention des envols

Toutes les dispositions sont prises pour éviter les envols de poussières (arrosage des pistes de circulation par exemple).

Article 7.5 Prévention des impacts sur le milieu naturel

Les contraintes et prescriptions identifiées dans l'étude d'impact devront être transcrites dans les dossiers de consultation des entreprises.

Le rôle écologique important des micro-éléments éco-paysagers (talus, haies, prairies...) devront être pris en considération dans le plan d'aménagement des travaux.

Les boisements, haies, talus, accotements enherbés devront être préservés.

Les travaux ne devront pas être menés lorsque le sol est gorgé d'eau.

La cartographie des sites sensibles sera actualisée avant les travaux et un balisage sera mis en place si nécessaire.

Les milieux naturels seront restaurés dans leur état d'origine.

Le calendrier du chantier sera adapté en fonction des contraintes écologiques locales et prendra en compte la phénologie de la reproduction des espèces.

Article 8 : Prévention des risques

8.1 Moyens de secours

Le personnel susceptible d'intervenir en binôme sur le site sera formé à l'utilisation des moyens de secours présents dans les ouvrages, 2 extincteurs CO2.

Les ouvrages sont dotés de capteurs de température des pièces mécaniques, de détection de survitesse et d'un système de freinage.

Les éoliennes disposent d'un système de détection incendie reliée à une alarme transmise à un poste de contrôle.

Des consignes ainsi qu'un plan d'évacuation seront prévus.

Le personnel sera équipé d'EPI et d'équipements de sauvetage et d'évacuation d'urgence.

L'exploitant est tenu d'établir un schéma d'alerte cohérent et efficace avec un numéro d'appel unique : 18 pour le SDIS.

L'exploitant doit mettre en place avec le Service Départemental d'Incendie et de Secours du Pas-de-Calais (SDIS 62) une procédure d'identification simple, rapide et fiable de chaque installation. Lors de la phase chantier, il y aura lieu de définir au préalable avec le SDIS 62 les PSP (points de secours publics).

Un numéro d'identification unique, propre à chaque installation sera communiqué au SDIS62 et affiché clairement sur le mât, ainsi que sur les panneaux d'accès.

L'exploitant met à disposition du SDIS 62, à l'entrée de l'installation, deux stop chutes compatibles avec les EPI des Sapeurs-Pompiers. Ces équipements devront être maintenus en état afin de garantir la sécurité des intervenants.

L'exploitant devra afficher de manière visible à l'entrée des périmètres de sécurité des parcs les consignes et les risques associés.

8.2 Accessibilité aux secours

La voie d'accès devra répondre aux caractéristiques suivantes :

- Largeur minimale : 3 mètres,
- Hauteur disponible : 3,50 mètres,
- Force portante : calculée pour un véhicule de 160 kN avec un maximum de 90 kN, ceux-ci étant distants de 3,60 mètres au minimum,
- Rayon de braquage intérieur minimal dans les virages : 11 mètres,
- Surlargeur dans les virages : $S = 15/R$ pour des virages de rayon R inférieur à 50 mètres,
- Pente inférieure à 15 %.

8.3 Mises en sécurité

L'exploitant est tenu de mettre en sécurité son installation dès l'alerte de secours publics.

La norme UTES (NF) 18 510 sera applicable pour les opérations à proximité d'un risque électrique.

8.4 Plan d'Intervention Interne

L'exploitant constitue un Plan d'Intervention Interne reprenant les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens qu'il met en œuvre afin de protéger le personnel, les populations et l'environnement. Il en assure la communication et la mise à jour permanente.

8.5 Exercices

Des exercices pourront être réalisés avec le SDIS62. Des visites des installations pourront être organisées dans le cadre de la connaissance de secteurs des centres de secours compétents.

Article 9 Contraintes liées au radar de Cambrai

La réalisation du projet ne débutera pas avant l'arrêt définitif du radar Défense de Cambrai.

Chaque éolienne sera équipée d'un balisage diurne et nocturne en application de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des Installations classées et à l'arrêté du 13 novembre 2009 relatif à la réalisation du balisage des éoliennes situées en dehors des zones grevées de servitudes aéronautiques.

Le porteur de projet devra faire connaître à la zone aérienne de défense Nord ainsi qu'à la délégation régionale Nord-Pas-de-Calais de la direction de l'aviation civile située à Lesquin (59) :

- les différentes étapes conduisant la mise en service opérationnelle du parc éolien (déclaration d'ouverture et de fin de chantier)
- pour chacune des éoliennes : les positions géographiques exactes en coordonnées WGS 84 (degré, minute, seconde), l'altitude NGF du point d'implantation ainsi que leur hauteur hors tout (pales comprises).

Article 10 Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial ;
- les plans tenus à jour ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté et l'arrêté du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent. Ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'Inspection de l'Environnement sur le site durant 5 années au minimum.

Article 11 Auto surveillance

En complément des mesures d'auto surveillance décrites dans l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité le programme d'auto surveillance complémentaire défini au présent article.

Article 11.1 Auto surveillance des niveaux sonores

Une mesure de surveillance des niveaux sonores sera effectuée dans les 6 mois suivant la mise en service du parc par un organisme ou une personne qualifiée selon les normes en vigueur.

Les résultats des mesures sont transmis à l'Inspection de l'Environnement dans le mois qui suit la réception de ceux-ci.

En cas de dépassements aux niveaux réglementaires, l'exploitant s'engage à mettre en place les mesures réglementaires adéquates, dont par exemple le bridage des machines concernées.

Article 11.2. Contrôles et analyses, contrôles inopinés

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'Inspection de l'Environnement peut demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, par un organisme tiers choisi par elle-même, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols ainsi que l'exécution de mesures vibratoires, olfactives ou de niveaux sonores. Elle peut également demander le contrôle de l'impact sur le milieu récepteur de l'activité de l'entreprise. Les frais occasionnés par ces contrôles, inopinés ou non, sont à la charge de l'exploitant.

Article 12 Actions correctives

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application de l'article 10, les analyse et les interprète. Il prend les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires définies dans l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent.

En cas de dépassement des valeurs définies dans les programmes d'auto surveillance, l'exploitant fait le nécessaire pour rendre à nouveau son installation conforme, il précise sur un registre les actions réalisées et en informe l'Inspection de l'Environnement. Il réalise un nouveau contrôle si la situation persiste. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition à l'Inspection de l'Environnement.

Dans le cas de la mise en place d'un plan de bridage et/ou d'arrêt des éoliennes, le plan de bridage et/ou d'arrêt des aérogénérateurs peut être renforcé, ou réajusté le cas échéant, au regard des résultats des mesures réalisées et après validation de l'Inspection de l'Environnement.

Article 13 Démantèlement

En fin de période d'exploitation, la société VENTS DE L'ARTOIS s'engage à démanteler les éoliennes en conformité avec l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif à la remise en état et à la constitution des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent.

Il comprendra notamment :

- le démantèlement des installations de production d'électricité, des postes de livraison ainsi que les câbles dans un rayon de 10 mètres autour des aérogénérateurs et des postes de livraison;
- l'excavation des fondations et le remplacement par des terres de caractéristiques comparables aux terres sur une profondeur minimale de 1 mètre;
- la remise en état qui consiste en un décaissement des aires de grutage et des chemins d'accès sur une profondeur de 40 centimètres et le remplacement par des terres de caractéristiques comparables aux terres à proximité de l'installation, sauf si le propriétaire du terrain sur lequel est sise l'installation souhaite leur maintien en l'état.

Les filières de récupération et de revalorisation seront analysées au moment du démantèlement. Le choix d'une filière dépendra de la faisabilité technico-économique. La réglementation en vigueur sera respectée.

Article 14 Délais et voies de recours

En application de l'article L 553-4 du Code de l'Environnement :

- la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif,
- le délai de recours est de deux mois, à compter de la notification dudit arrêté, pour le demandeur ou l'exploitant et de 6 mois pour les tiers, à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté.

Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue 6 mois après la publication ou l'affichage de cette décision, ce délai continue à courir jusqu'à l'expiration de 6 mois après cette mise en service.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 15 Publicité

Une copie du présent arrêté est déposée en Mairies de BULLECOURT, CROISILLES, ECOUST SAINT MEIN, VIS EN ARTOIS, REMY, ETERPIGNY, HAUCOURT, DURY, HENDECOURT LES CAGNICOURT, VILLERS LES CAGNICOURT, CAGNICOURT, RIENCOURT LES CAGNICOURT, BUISSY, QUEANT, PRONVILLE, LAGNICOURT MARCEL, MORCHIES, VAULX VRAUCOURT, BEUGNATRE, SAPIGNIES, FAVREUIL, BEHAGNIES, MORY, ERVILLERS, HAMELINCOURT, SAINT LEGER, BOYELLES, BOIRY BECQUERELLE, HENIN SUR COJEUL, SAINT MARTIN SUR COJEUL, HENINEL, GUEMAPPE, CHERISY, FONTAINE LES CROISILLES, WANCOURT, MONCHY-LE PREUX et NOREUIL et peut y être consultée.

Cet arrêté sera affiché en mairies précitées. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire de ces communes.

CERTIFIE CONFORME A L'ARRETE D'AUTORISATION
DU 3 FEVRIER 2015

Pour la Préfète,

Le Chef de Bureau par intérim,



Michel EVRARD

Le même extrait est affiché en permanence, de façon visible sur le site de l'exploitation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Une copie de l'arrêté est adressée à chaque conseil municipal ayant été consulté.

Un avis est inséré, par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

Article 16 Exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais et l'Inspecteur de l'environnement, spécialité Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à la Société LES VENTS DE L'ARTOIS et dont une copie sera transmise aux Maires des communes susvisées.



Arras, le 9 FEV. 2015
Pour le Préfet
Le Secrétaire Général,

Anne LAUBIES

Copies destinées à :

- Société LES VENTS DE L'ARTOIS – 531, Rue du Président Hoover - « Le Polychrome » 59000 LILLE
- Mairies de BULLECOURT, CROISILLES, ECOUST SAINT MEIN , VIS EN ARTOIS, REMY, ETERPIGNY, HAUCOURT, DURY, HENDECOURT LES CAGNICOURT, VILLERS LES CAGNICOURT, CAGNICOURT, RIENCOURT LES CAGNICOURT, BUISSY, QUEANT, PRONVILLE, LAGNICOURT MARCEL, MORCHIES, VAULX VRAUCOURT, BEUGNATRE, SAPIGNIES, FAVREUIL, BEHAGNIES, MORY, ERVILLERS, HAMELINCOURT, SAINT LEGER, BOYELLES, BOIRY BECQUERELLE, HENIN SUR COJEUL, SAINT MARTIN SUR COJEUL, HENINEL, GUEMAPPE, CHERISY, FONTAINE LES CROISILLES, WANCOURT, MONCHY LE PREUX et NOREUIL.
 - Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement - Service Risques à LILLE (courriel)
 - Direction départementale des Territoires et de la Mer (Service Urbanisme + Service Aménagement et Développement Durable + Service Eau et Risques)
 - Agence Régionale de Santé - Unité d'ARRAS
 - Direction départementale des Services d'Incendie et de Secours à ARRAS
 - Dossier
 - Chrono